



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 29 juin 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

Le dialogue américano-chilien : commerce et énergie.....	1
TRADE : vers une révision de la politique commerciale américaine?.....	2

Investissement

Politique d'investissement : les experts-conseils sont appelés à réfléchir.....	3
---	---

Études économiques et articles connexes.....	4
--	---

Politique commerciale

Le dialogue américano-chilien : commerce et énergie

La Présidente du Chili, Michelle Bachelet, a rencontré le 23 juin dernier le Président des États-Unis, Barack Obama. L'objectif de la rencontre était de forger un « dialogue constructif » entre les deux pays sur de multiples enjeux, dont les changements climatiques et la crise financière mondiale. Bachelet a déclaré que le Chili était « très satisfait » de la volonté politique américaine de créer des partenariats avec les pays d'Amérique latine afin de relever les nouveaux défis régionaux et mondiaux qui s'annoncent. Après s'être entretenu avec Bachelet, Obama a déclaré que les États-Unis et le Chili bénéficiaient d'un « lien commercial solide » en raison de leur Accord bilatéral de libre-échange. D'ailleurs, lors de leur rencontre, les deux chefs d'État ont analysé diverses façons d'approfondir leurs relations, notamment en matière d'énergie. Effectivement, Bachelet et Obama ont signé un Mémorandum de coopération (MOC) visant à approfondir la coopération bilatérale en matière de développement d'énergies renouvelables (éolienne, hydraulique, géothermale, solaire). Le MOC contient également une clause sur l'assistance technique et le partage d'informations entre les deux pays afin de mieux faire face aux enjeux énergétiques. Par ailleurs, lors d'une conférence de presse à la sortie de sa rencontre avec Bachelet, Obama a déclaré qu'il existe des « possibilités de coopération » entre les deux pays en matière de science et de technologie ainsi qu'en matière de recherche sur le cancer. Sur ce point, les deux chefs d'État ont envisagé la possibilité de coopérer dans la construction d'un centre de recherche sur le cancer. Selon Obama, si les États-Unis « travaillent avec un autre État afin de promouvoir le bien-être, la santé, l'éducation et les opportunités économiques des citoyens des deux pays, alors la relation ne peut qu'être prolifique. » À propos des relations américano-chiliennes, Obama a déclaré qu'elles « avancent dans

« Les États-Unis et le Chili ont un intérêt commun dans la recherche et le développement d'énergies alternatives en vue de réduire notre dépendance envers l'importation de pétrole et de gaz. De plus, ces stratégies de diversification énergétique contribueront à la prospérité de nos deux pays. »

-Barack Obama

« Notre accord avec les États-Unis a dépassé toutes les attentes. L'ouverture de nos marchés est un instrument de développement économique des plus efficaces et constitue le meilleur moyen de faire face à la crise économique. Il est temps de reconnaître qu'en dépit des contraintes que cette crise nous a infligées, elle offre également des opportunités d'accroître le commerce et d'améliorer la compétitivité mondiale. » -Michelle Bachelet



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 29 juin 2009

la bonne direction » et que le Chili constituait un « excellent partenaire ». Bachelet a prédit que le Chili allait bientôt sortir de la crise financière en raison des politiques fiscales dites contre-cycliques mises en œuvre par son gouvernement. Bachelet a également souligné la solidité des relations commerciales américano-chiliennes en déclarant que depuis la mise en vigueur de l'Accord bilatéral de libre-échange États-Unis/Chili, en 2004, les exportations américaines ont passé de \$2,7 milliards à \$12,1 milliards.

Outre Bachelet, la délégation chilienne était formée du ministre des Affaires étrangères, Mariano Fernandez, du ministre des Finances, Andres Velasco, ainsi que du ministre de l'Énergie, Marcelo Tokman. Cependant, aucune rencontre ne fut organisée avec le Représentant américain pour le Commerce, Ron Kirk.

Source : Éditorial, « Obama, Bachelet Highlight U.S.-Chile Bond, Focus on Energy Cooperation », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 25 - June 26, 2009, p. 16.

TRADE : vers une révision de la politique commerciale américaine?

Cette semaine, le représentant démocrate et directeur du Groupe de travail sur le commerce de la Chambre basse Mike Michaud a présenté une nouvelle législation visant à réorienter la politique commerciale américaine. Déjà en 2008, Michaud et la sénatrice démocrate Sherrod Brown, avaient pris l'initiative de rallier plus de 53 membres (pour la plupart démocrates) de la Chambre basse du Congrès afin d'écrire une lettre solennelle au Président Obama lui demandant une révision complète de la politique commerciale américaine. En 2009, c'est plus de 106 membres qui se sont ralliés à Michaud et Brown, dont 9 présidents de comités ainsi que 45 présidents de sous-comités. En revanche, aucun haut membre du Comité des voies et moyens, l'autorité compétente en matière de juridiction sur le commerce à la Chambre basse, n'a apporté son soutien à la législation.

Cette nouvelle législation, une fois entérinée, exigera une révision de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange de l'Amérique centrale (CAFTA), de l'Accord de libre-échange États-Unis/Jordanie ainsi que des termes du commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La législation prévoit la renégociation de ces accords s'ils ne respectent pas certains critères spécifiques. Plus concrètement, la législation, intitulée *Trade Reform, Accountability, Development and Employment (TRADE) Act*, exige qu'aucun accord de libre-échange ne doit être entériné (en référence aux Accords de libre-échange États-Unis/Colombie, États-Unis/Panama et États-Unis/Corée du Sud présentement en attente d'un vote au Congrès) sans que les questions des normes du travail, de la violence sociale, de l'asymétrie commerciale dans le secteur de l'automobile, de la dérégulation des services financiers, de l'évasion fiscale, de la santé publique et de la protection de l'environnement ne reçoivent l'attention qu'ils méritent. De plus, la législation contient une clause qui obligerait les signataires d'accords de libre-échange avec les États-Unis à respecter les droits humains, faute de quoi ils feront face à une procédure de règlement de différends à l'OMC. Selon Michaud, ces critères reflètent les positions de Barack Obama lorsqu'il faisait campagne pour la présidence des États-Unis. D'ailleurs, le Président Obama devrait annoncer l'orientation

« [...] exiger une révision de tous les accords commerciaux en vigueur et leur renégociation si nécessaire en vue d'établir de nouveaux termes du commerce pour les accords futurs et de renforcer le rôle du Congrès dans la prise de décision de la politique commerciale. » *H.R. 3012, TRADE, 111^e Congrès, 1^{re} Session.*



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 29 juin 2009

de sa politique commerciale en septembre prochain au Sommet du G-20, à Pittsburgh. Ainsi, la législation TRADE pourrait servir de « tremplin » pour la conception d'une nouvelle politique commerciale, d'autant plus que la renégociation de l'ALENA, l'enjeu de la « manipulation » de la devise chinoise et la question des standards sur l'investissement et l'achat gouvernemental dans les accords de libre-échange ont tous été promus au rang de « priorité » par Barack Obama durant sa campagne électorale. D'où il appert que, pour Michaud, il est nécessaire de « réorienter » dès maintenant le débat vers une nouvelle politique commerciale américaine ainsi qu'un nouveau « cadre normatif global » pouvant élargir les bénéfices du commerce.

Cependant, cela fait plus de quatre semaines que Michaud a demandé à rencontrer le Président Obama et le Représentant américain pour le Commerce, Ron Kirk, pour discuter de la nouvelle politique commerciale américaine. Il n'y a toujours pas de réponse de la part de l'exécutif. Selon la présidente du Comité pour les règlements de la Chambre basse, Louise Slaughter, l'objectif de la rencontre avec Obama et Kirk est « d'expliquer en quoi les accords de libre-échange actuels ont causé plus de tort que de bien. » Slaughter a ajouté que la législation ne peut être simplement mise de côté, car 106 personnes constituent un nombre « non négligeable ». En plus de Slaughter, les huit autres présidents de comité sont : Collin Peterson (Agriculture); John Conyers (Justice); Nick Rahall (Ressources naturelles); Bob Filner (Anciens combattants); Robert Brady (Administration); Bart Gordon (Science et technologie); James Oberstar (Transport et infrastructure); et John Spratt (Budget).

Sources : Congressman Mike Michaud, « 106 Members of Congress Introduce TRADE Act; Promote a Better Trade Model », *News Room*, Wednesday, June 24 2009. [En ligne]: http://www.michaud.house.gov/index.php?option=com_content&task=view&id=711&Itemid. Éditorial, « Michaud Unveils Bill to Overhaul Trade Policy with 106 Supporters », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 25 - June 26, 2009, p. 8-9.

Investissement

Politique américaine d'investissement : les experts-conseils sont appelés à réfléchir

Plusieurs experts en économie internationale et en droit commercial seront amenés à prodiguer des conseils à l'Administration Obama en matière de politique d'investissement. Plus précisément, il s'agira de recueillir le plus de points de vue (*multiple advocacy*) possible sur trois enjeux précis avant que l'Administration Obama ne prenne de décisions sur de futurs accords de libre-échange et traités bilatéraux sur l'investissement (BIT). Le premier enjeu porte sur la gestion des sociétés d'État (SOE) et le rôle des gouvernements en tant qu'actionnaires. Le second enjeu porte sur la régulation des services financiers et la question de la disposition de « prudence » dans les BIT. Sur ce dernier point, il s'agira de réviser les implications de l'article XX du modèle américain sur l'investissement bilatéral de 2004 garantissant aux États signataires d'un BIT avec les États-Unis le droit de prendre les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité de leur système financier. Enfin, le troisième enjeu porte sur l'amélioration des procédures de règlement de différends reliés à l'investissement.

L'Administration Obama recevra les recommandations d'un sous-comité formé d'experts et spécialement mis sur pied par la *Advisory Committee on International Economic Policy* (ACIEP) du Département d'État. Le sous-comité, composé de 27 membres, est présidé par Alan Larson, l'ancien sous-secrétaire d'État pour les activités commerciales et industrielles, ainsi que par Thea



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 29 juin 2009

Lee, la directrice de la section politique de la *American Federation of Labor and Congress of Industrial Organization* (AFL-CIO). Les membres du sous-comité se sont d'ailleurs rencontrés cette semaine, mais ont préféré garder confidentiel le contenu de leurs délibérations.

Sources : Éditorial, « Advisors Wrestle with Three Key Issues in Investment Review », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 25 - June 26, 2009, p. 22. Damon Vis-Dunbar, « United States reviews its model bilateral investment treaty », *Investment Treaty News*, 5 June 2009. [En ligne]: <http://www.investmenttreatynews.org/cms/news/archive/2009/06/05/united-states-reviews-its-model-bilateral-investment-treaty.aspx>

Études économiques et articles connexes

Alan J. Auerbach et William G. Gale, *The Economic Crisis and the Fiscal Crisis: 2009 and Beyond: An Update*, Washington D.C.: The Brookings Institution, June 2009, 49p. [En ligne]: http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/06_fiscal_crisis_gale/06_fiscal_crisis_gale.pdf

Douglas J. Elliott, *Reviewing the Administration's Financial Reform Proposals*, Washington D.C.: The Brookings Institution, June 17 2009, 18p. [En ligne]: http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0617_financial_reform_elliott/0617_financial_reform_elliott.pdf

Daniel H. Rosen et Thilo Hanemann, *China's Changing Outbound Foreign Direct Investment Profile: Drivers and Policy Implications*, Washington D.C.: Peterson Institute for International Economics, Policy Briefs 09-14, June 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-14.pdf>

Fred Bergsten, « Obama Needs To Be Bold on Trade », *Financial Times*, June 23, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1248>

Andrzej Zwanecki, « Obama Envisions Sweeping Reform of Financial Regulation », *Business and Trade*, June 17 2009. [En ligne]: <http://www.america.gov/st/business-english/2009/June/20090617182403saikceinawz0.6571772.html?CP.rss=true>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

